

# Armand Vaillancourt

## Le prix Borduas, ça change pas le monde mais...

JOCELYNE LEPAGE

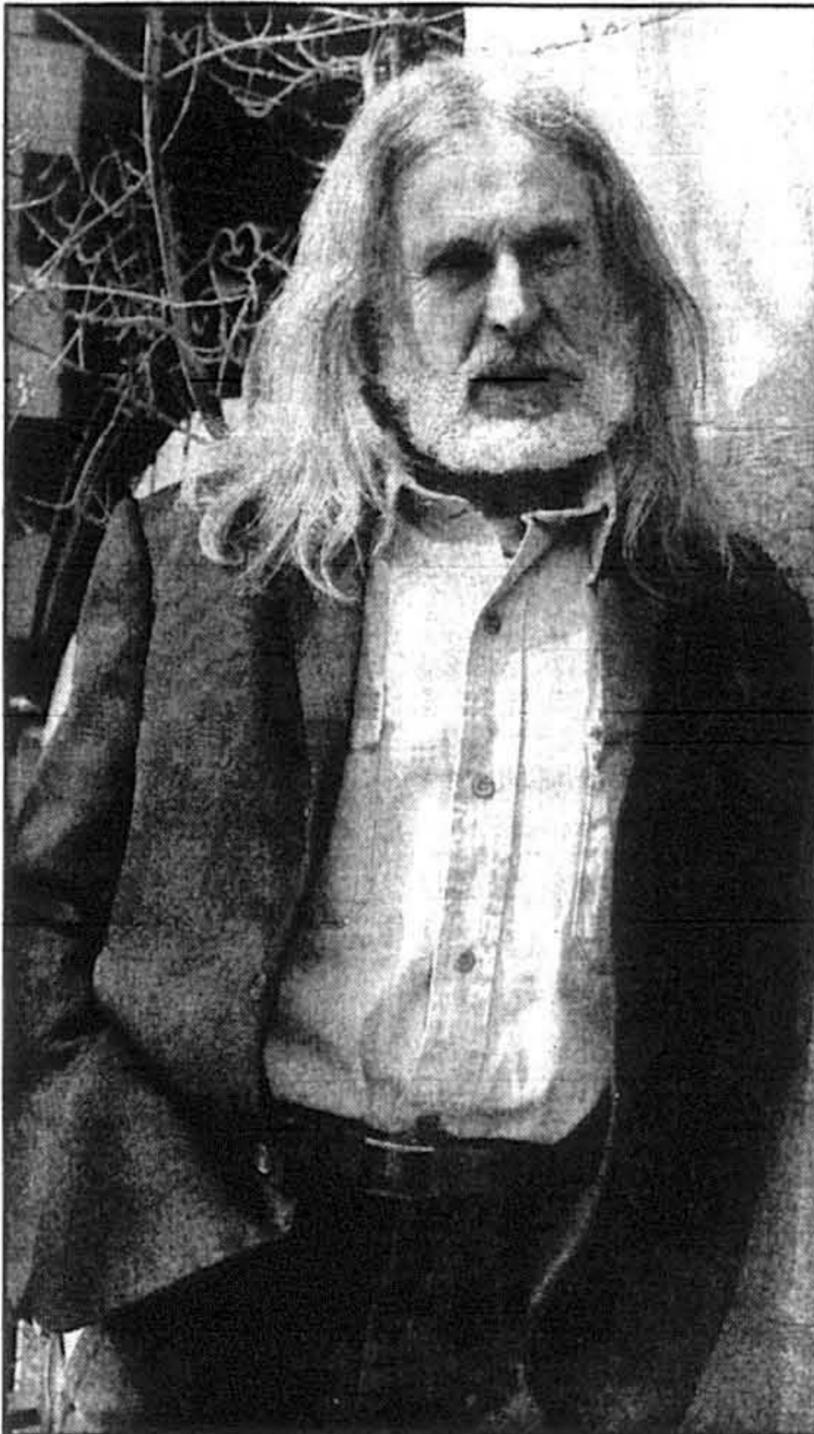
■ On se demandait pourquoi les vénérables institutions muséales n'étaient pas pressées de présenter une rétrospective des oeuvres d'Armand Vaillancourt, ce sculpteur qui inventa la performance dans les années cinquante, avant même que le mot n'existe, et qui a joué et joue toujours un rôle important sur la scène culturelle.

On a eu, dimanche soir, au moment de la remise des prix du Québec, une idée de la réponse: Armand Vaillancourt, 64 ans, est à prendre en bloc, avec les multiples causes qu'il défend, y compris lui-même. Ça fait partie de son oeuvre. Mais inviter Vaillancourt dans un musée, c'est comme inviter Pierre Falardeau à un dîner de cadres de la Banque Royale. Ça dérange.

«Qu'est-ce que j'allais faire là?» disait Vaillancourt hier, en décrivant le veston qu'il avait dû acheter pour la cérémonie de remise de prix du Québec. Refuser, ç'aurait été perdre la maison qu'il possède rue de l'Esplanade et dont il n'a pas payé les taxes, ni l'Hydro, depuis deux ans. Accepter, était-ce une trahison?

Mais en acceptant d'accepter le Prix Borduas, c'est-à-dire 30 000\$, Vaillancourt a décidé de transformer la chose en performance. Une performance qui s'est étendue sur les jours qui ont précédé la cérémonie de remise des prix, au cours desquels il a accueilli des gens d'un peu partout qui défendent la cause de la Bosnie, journées qui ont été enregistrées sur vidéo. Le jour même, il y a eu lecture du manifeste à la télévision de Radio-Québec, mais aussi participation d'une quarantaine d'amis à la réception qui suivait, dont Paul Rose et sa femme, puis distribution à tous les invités de 292 petites toiles faites à la main par Vaillancourt.

Dans le manifeste du sculpteur,



Armand Vaillancourt a toujours eu besoin de la place publique pour s'exprimer... Son vrai rêve, ç'aurait été de créer une ville. «Pas tout seul, bien sûr, précise-t-il, mais une ville qui respecterait enfin les humains».

PHOTOTHÈQUE La Presse

## En guise de protestation, Vasarely rend ses décorations françaises

Agence France-Presse  
MARSEILLE

■ Le célèbre peintre Victor Vasarely, 88 ans, ulcéré par des «malversations» au sein de la fondation qui porte son nom, a décidé de rendre ses décorations françaises.

Dans une lettre ouverte au président François Mitterrand et au Premier ministre Édouard Balladur publiée hier, le peintre s'est dit «meurtri, au soir de (sa) vie de voir l'État laisser des fonctionnaires sans scrupules faire main basse» sur sa fondation et a «dénoncé l'immobilisme coupable des ministères de tutelle, informés depuis plus de deux ans de l'ampleur et de la gravité des faits».

Lettres et décorations — Légion d'honneur, Arts et Lettres, Ordre national du Mérite —, ont été déposées hier au Palais présidentiel de l'Élysée et à l'Hôtel Matignon, siège du Premier ministre, a indiqué Michèle Vasarely, belle-fille du peintre.

Un différend oppose la famille du peintre et Charles Debbasch, doyen de la faculté de droit d'Aix-en-Provence et président de la fondation jusqu'en avril dernier, qui se renvoient mutuellement l'accusation d'escroquerie et de détournement d'oeuvres.

M. Debbasch a vu son mandat d'administrateur et de président de la Fondation annulé en avril dernier par un jugement du tribunal de grande instance, confirmé en appel. Depuis, un administrateur provisoire a été désigné.

L'enquête de gendarmerie se poursuit sur cette affaire, a-t-on confirmé à la section des recherches d'Aix-en-Provence, siège de la Fondation.

M. Debbasch avait porté des accusations très graves contre la famille du peintre en avril dernier,

il est question de son triste sort, bien sûr, mais aussi de la Bosnie, des Indiens, de l'indépendance du Québec, des prisonniers, des enfants agressés, du commerce d'organes, d'Haiti, de la pollution, du recyclage... toutes les causes y sont.

Non seulement Vaillancourt a-t-il fait de la performance avant que le mot n'existe, mais il a commencé à défendre les Amérindiens bien avant que ce ne soit la mode en art contemporain, avant que cela n'intéresse les enfants Kennedy.

En 1969, alors qu'il était à San Francisco pour réaliser une fontaine publique, il a hébergé les autochtones qui s'étaient attaqués à la prison d'Alcatraz. Ce qui lui a valu, bien sûr, des tas d'ennuis. Et c'est un précurseur de l'engagement politique des artistes que Bono, du Groupe U2, a reconnu en 1987, en invitant Vaillancourt à peindre sur scène pendant que le groupe donnait un spectacle devant 70 000 fans à Oakland. Le message que le sculpteur a peint: «Stop the World Madness».

Armand Vaillancourt est tout à fait conscient que c'est cet engagement qui lui nuit le plus dans la poursuite de sa carrière de sculpteur. Mais il dit qu'il ne peut faire ni être autrement. Il était comme ça, déjà, à 12 ans, l'âge où il a découvert «la beauté et la gravité de la vie et de la mort, découvert aussi qu'un enterrement, c'est une performance.»

Il a toujours eu besoin de la place publique pour s'exprimer, depuis l'Arbre de la rue Durocher, qui l'a fait connaître à la fin des années cinquante. Mais son vrai rêve, dit-il, ç'aurait été de créer une ville. «Pas tout seul, bien sûr, précise-t-il, mais une ville qui respecterait enfin les humains».

Avant de faire des oeuvres gigantesques qui affichent clairement ses engagements, Armand Vaillancourt avait en quelque sorte participé à la cause ouvrière, en empruntant leurs moyens de travail aux ouvriers pour faire des sculptures abstraites qui exprimaient la force et l'énergie des travailleurs québécois.

L'engagement politique, ça fait démodé pour le moment, mais il est fort possible que ça revienne bientôt à la mode comme sont revenus à Vaillancourt ces toutes dernières années des gens qui l'avaient laissé en cours de route et qui sont, aujourd'hui, victimes de la crise.

l'accusant de le séquestrer. Il avait affirmé que «des milliers de faux Vasarely ont été réalisés et certains même ont été artificiellement vieilliss afin de pouvoir les attribuer à la bonne époque du peintre».

Les accusations de séquestra-

tion avaient été réfutées par le peintre lui-même le 25 juin. Il avait ajouté qu'il avait «été renseigné sur des phénomènes invraisemblables: des tableaux vendus en quantité, sans mon consentement et sans que j'en sois informé».